



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



LONGWY, le 17 juin 2008

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Groupe de Subdivisions Meurthe-et-Moselle/Meuse - Antenne de LONGWY - 5, Avenue de Saintignon - CS 41453 - 54414 LONGWY CEDEX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

OBJET : Demande d'autorisation en date du 12 février 2007, complétée le 23 mai et le 24 juillet 2007 de la Société SG Démolition
Installation de démolition de structures métalliques, de récupération de métaux ferreux et non ferreux, de recyclage, compactage et tri de la fonte et de négoce de tous matériaux sur le territoire des communes de LEXY et RÉHON.

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral

Rédigé par L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines, Inspecteur des installations classées	Vérifié par Le Technicien Supérieur Principal de l'Industrie et des Mines,	Vu, approuvé e transmis à Monsieur le Préfet NANCY, le 18 juin 2008 Pour le Directeur et par délégation Le Chef du Groupe de Subdivisions,
---	---	---

I – Présentation synthétique du dossier du demandeur

1. Le demandeur

La Société SG Démolition a pour secteur d'activité la démolition de structures métalliques, la récupération des métaux, leur recyclage et le négoce de tous matériaux.

A ce titre, la Société SG démolition a participé aux démantèlements d'installations sur différents sites industriels ou encore à la démolition d'anciens bâtiments industriels.

La Société SG Démolition a procédé à l'achat d'un site sur les communes de RÉHON et LEXY afin d'y créer une zone de découpage et de stockage de matériaux métalliques. Le tonnage annuel maximum de déchet traité sur le site sera de 20 000 tonnes.

Ces installations emploieront une dizaine de personnes.

2. Le site d'implantation, ses caractéristiques

Les terrains acquis par la Société SG Démolition s'étendent sur une superficie de 29 400 m² sur le territoire des communes de LEXY et RÉHON, sur les parcelles référencées AN 124 (commune de RÉHON) et ZC 150 (commune de LEXY).

Ce site est bordé au Nord, à l'Ouest et au Sud par des bois et par la société EUROVIA à l'Est.

Les plus proches habitations se situent à 400 m, au Sud-est du site.

Ce site accueillait précédemment la Société Lorraine de Revalorisation (SLR) qui était autorisée à exploiter une installation de traitement et de valorisation de déchets industriels provenant d'installations classées par l'arrêté préfectoral n°15 222 du 12 juillet 1991, modifié par l'arrêté préfectoral du 5 novembre 1993.

En date du 11 janvier 2006, la Société Lorraine de Revalorisation a adressé un dossier de cessation d'activité du site exploité à LEXY.

Un procès-verbal de récolement a été dressé par l'inspection des installations classées en date du 13 juin 2006, concluant :

« L'étude des sols a révélé que les caractéristiques géochimiques des terrains sont compatibles avec un maintien du site en activité industrielle. Un exemplaire de cette étude sera annexé à l'acte de vente. Le nouvel utilisateur devra aménager ses installations en tenant compte des caractéristiques géochimiques des terrains. »

Les analyses des eaux souterraines demandées à la Société Lorraine de Revalorisation (SLR) pendant l'exploitation de ses installations n'ont pas révélé de transfert de pollution vers la nappe phréatique. En conséquence, il n'y a pas lieu d'exiger la poursuite des contrôles.

MM. les Maires de RÉHON et de LEXY ont confirmé leur accord pour le maintien en usage industriel du site. »

3. Le projet, ses caractéristiques

Les activités principales exercées sur ce site seront le découpage et le stockage de pièces issues du démantèlement de structures métalliques. Le découpage des pièces métalliques sera réalisé par oxycoupage (coupe à l'oxygène).

Le tableau de classement des installations au titre de la législation sur les installations classées s'établit comme suit :

Rubriques	Libellé de la rubrique	Volume autorisé	Régime
286	Métaux (stockage et activités de récupération de déchets de) et d'alliage de résidus métalliques, d'objets en métal etc.	4 500 m ²	A
1220.3	Oxygène (emploi ou stockage de l')	3,5 tonnes	D
1412	Gaz inflammable liquéfié (stockage en réservoir manufacturé de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockage réfrigéré ou cryogénique) ou sous pression quelle que soit la température. 2. La quantité totale de stockage est inférieure à 6 tonnes.	12 bouteilles de 35 kg de propane, soit 420 kg	NC
2920	Réfrigération ou compression (Installation de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 102 Pa, 2. n'utilisant pas de fluides inflammables ou toxiques.	Installation de compression Puissance : 15 kW	NC

A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Les installations fonctionneront de 8h00 à 18h00, du lundi au vendredi.

4. Limitations

L'article 1.2.3 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport limite les activités qui pourront être exercées sur ce site. Seules les activités liées à la démolition de structures métalliques pourront être autorisées. En particulier, les activités liées au traitement et à la valorisation de déchets provenant d'installations classées et les activités liées à la récupération et au traitement de véhicules hors d'usages sont interdites.

5. Les inconvénients et moyens de prévention

Intégration paysagère :

Le site d'exploitation se trouve en contrebas d'un bois et est entouré de végétation. Le site n'offre donc pas de vue direct de ses installations aux tiers.

Les premières habitations se situent à 400 mètres au Sud-est du site.

Bruit :

L'exploitation des installations se dérouleront exclusivement entre 8h00 et 18h00, du lundi au vendredi.

Les techniques mises en œuvre, la topographie du site, la végétation environnante et l'éloignement des premières habitations (à 400 m) sont de nature à limiter les nuisances sonores.

L'article 6.2.2 du projet d'arrêté préfectoral fixe le niveau sonore à respecter par l'exploitant à 60 dB(A) de jour. Aucune prescription n'est fixée pour la période nocturne car le site est fermé de 18h00 à 8h00.

De plus, l'article 9.2.4 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport prévoit une surveillance des niveaux sonores tri-annuelle. La première campagne de mesures devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la mise en service des installations.

Eau :

Les rejets en eau de l'exploitation seront constitués :

- des eaux sanitaires,
- des eaux pluviales.

Les rejets en eaux sanitaires transiteront par une fosse sceptique avant d'être évacués par le sol par l'intermédiaire de tuyaux d'épandage placés horizontalement dans un ensemble de tranchées, conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

Les surfaces imperméabilisées font 20 360 m² (360 m² de surface bâtie et 20 000 m² de surfaces bétonnées et voies de circulation).

L'aire de stockage des matériaux fait 4 500 m² (sur les 20 000 m²), non couverte.

Tous les rejets d'eaux pluviales des aires étanches transiteront par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le cours d'eau « La Chiers » via le réseau d'eau communal unitaire. Ce système assurera une valeur limite d'émission en hydrocarbures de 5 mg/l et sera dimensionné afin de pouvoir traiter un débit de 306 l/s.

Malgré les surfaces imperméabilisées importantes, le diamètre de la canalisation est suffisamment important pour permettre aux flux de s'écouler sans encombre, comme l'atteste le courrier du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de Longwy en date du 26 juin 2006, joint au dossier de demande d'autorisation.

L'article 9.2.2 du présent projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport prévoit une analyse annuelle des effluents liquides.

Air :

Les rejets atmosphériques sont constitués des rejets relatifs aux activités d'oxycoupage de métaux.

Ces activités génèrent très peu de rejets (poussières métalliques) et l'article 3.2.3 du projet d'arrêté préfectoral joint fixe les valeurs limites de ces rejets.

Déchets :

Les déchets générés par l'exploitation sont essentiellement des emballages souillés, des déchets industriels banals (papier, carton,...) et des huiles usagées.

Ceux-ci sont triés et acheminés vers des installations autorisées à les recevoir, en privilégiant des filières de recyclage, lorsque cela est possible.

6. Les risques et moyens de prévention

Inondation :

Le site se trouve en dehors des zones inondables.

Risque minier :

Le site d'implantation prévu se trouve en zone non influencée par l'exploitation minière.

Risques liés à la foudre

Le site se trouve dans une zone où le niveau kéraunique est égal à 11 par an, ce qui inférieur au niveau moyen français (20).

Néanmoins, conformément à l'article 7.3.4 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport, les installations les plus sensibles (cuve de fioul, cuve d'oxygène et bouteilles de propane) seront protégées contre la foudre.

Risque sismique et mouvement de terrain :

Le site se trouve dans une région où le risque de mouvement sismique est très faible.

Actes de malveillance :

Le site sera entièrement clôt et une société de gardiennage réalisera une surveillance en dehors des heures d'ouverture.

Risque d'incendie et d'explosion :

Au regard de l'accidentologie du secteur d'activité, de l'analyse préliminaire des risques, de la configuration du site, des moyens matériels et organisationnels prévus (barrières de sécurité, éloignement des produits incompatibles, protection des sources d'ignition...), les phénomènes dangereux recensés et examinés sont :

- l'incendie du stockage du gasoil et de l'huile,
- incendie des locaux administratifs,
- l'explosion de la cuve d'oxygène,
- blève d'une bouteille de propane,
- épanchement de produits chimiques.

L'étude de danger du dossier de demande d'autorisation conclue à une criticité faible et maîtrisée par l'exploitant de l'ensemble de ces scénarios, compte tenu des mesures préventives qui seront mises en place.

Néanmoins, le site disposera de moyens de lutte contre l'incendie adaptés à ces risques, dont notamment :

- un poteau incendie normalisé de 100, d'un débit minimum de 30 m³/h sous 1 bar de pression, situé à 150 m au plus du risque le plus éloigné à défendre par voie carrossable et conforme à la norme NFS 61 213 et 62 200 ou, à défaut d'une réserve incendie d'une capacité minimale de 60 m³, implantée au plus à 400 mètres du risque le plus éloigné à défendre et disposant d'une plate-forme d'aspiration de 32 m² (8 x 4 mètres). Elle devra être signalée conformément à la norme NF S 61 221 ;
- un extincteur à poudre de 9 kg et un extincteur à eau pulvérisée de 9 kg à proximité de la cuve à oxygène ;
- deux extincteurs à poudre de 9 kg à proximité du stockage du propane ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.

Risque de pollution des eaux et des sols :

Ce risque peut être engendré par la présence des différents fluides et produits utilisés dans l'installation et dans les engins.

Pour prévenir et lutter contre ce risque, le site disposera des aménagements suivants :

- les cuves de gasoil et d'oxygène seront équipées d'une aire de dépotage étanche ;
- tous les stockages de produits susceptibles d'être polluants seront associés à des cuvettes de rétention ;
- les eaux pluviales du site seront collectées et transiteront par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel (rivière « La Chiers »).

En cas d'incendie, et afin de retenir les eaux d'extinction sur le site, un volume de rétention de 120 m³ minimum sera créé sur le site. Celui-ci sera associé à un dispositif de disconnexion du réseau des eaux pluviales afin d'éviter le déversement des eaux.

II - La consultation et l'enquête publique

1. Les avis des services consultés

La Direction des Affaires Sanitaires et Sociales rappelle que le site est situé en limite du périmètre de protection éloigné du captage d'eau destiné à la consommation humaine de la mine de RÉHON qui alimente la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy. Tout déversement accidentel devra donc être signalé en préfecture pour permettre de prendre les mesures nécessaires à la sécurisation de l'alimentation en eau potable de la collectivité.

Moyennant ces considérations, la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales émet un avis favorable.

Le chapitre 2.5 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint précise ces recommandations.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours émet un avis favorable sous réserve des prescriptions suivantes :

- maintenir les accès principaux aux installations libres en tout temps,
- création d'une réserve incendie d'une capacité minimale de 60 m³,
- mise en place d'un plan de situation sur chaque bâtiment permettant de visualiser les dispositifs de coupure d'énergie,
- proscrire tout stationnement à moins de dix mètres du stockage du propane et de l'oxygène.

Ces dispositions ont été reprises dans le chapitre 7 du projet d'arrêté ci-joint.

La Direction Départementale de l'Équipement a émis un avis défavorable en date du 13 novembre 2007, du fait du règlement du Plan Local d'Urbanisme de la commune de LEXY qui ne permet pas les activités ayant pour objet la récupération, le stockage, le traitement ou le recyclage de résidus de toutes origines.

Par courrier en date du 14 mai 2008, la Direction Départementale de l'Équipement a transmis à la DRIRE un nouvel avis. Celui-ci est favorable compte tenu de la modification du PLU de la commune de LEXY en date du 11 février 2008.

La Direction Régionale de l'Environnement émet un avis favorable.

La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt n'émet pas d'observations sur le projet.

Le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile n'émet pas d'avis.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles émet un avis favorable.

2. Les avis des conseils municipaux :

Les conseils municipaux des communes de RÉHON, CUTRY et LEXY ont émis un avis favorable lors de leurs délibérations respectives, en date du 19, 27 et 29 novembre 2007.

3. L'enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 29 octobre au 29 novembre 2007.

Lors de celle-ci, seule une observation a été consignée sur le registre d'enquête publique. Elle a été émise par Monsieur LAMBERTI (adjoint au Maire de la commune de Lexy) et concerne les points suivants :

1. l'accès au site, situé à 400 m de la voie départementale,
2. l'absence de réseau d'approvisionnement en eau potable sur le site,
3. l'absence de réseau d'alimentation en eau incendie sur le site,
4. la traitement des eaux usées,
5. les rejets atmosphériques,
6. la coexistence de ce projet avec la construction d'un crématorium à 150 mètres du site.

Suite à ces observations, Monsieur le commissaire enquêteur a rédigé un courrier à l'exploitant et a réalisé une visite du futur site d'exploitation de la Société SG Démolition.

Les réponses apportées sont les suivantes :

1. L'accès au site se fera par une ancienne piste, commun à plusieurs entreprises.
De plus, la Direction Départementale de l'Équipement, dans son avis sur le

présent projet en date du 14 novembre 2007, conclut que les routes concernées par le projet présentent des configurations compatibles avec le trafic supplémentaire attendu.

2. et 3. En ce qui concerne l'alimentation en eau du site, le pétitionnaire, dans son courrier de réponse au commissaire enquêteur, stipule que la commune de LEXY doit effectuer des travaux afin d'alimenter en eau l'extension de l'usine LORRAINE TUBES, située à proximité du site de SG Démolition ; cette dernière s'engageant à réaliser les travaux nécessaires pour alimenter leur site.

Dans l'attente de la réalisation de ces travaux, l'exploitant est tenu de mettre en place une réserve d'eau de 60 m³, conformément aux préconisations du service départemental d'incendie et de secours.

4. Les eaux pluviales transiteront par un séparateur d'hydrocarbures et les eaux sanitaires transiteront par une fosse sceptique avant de rejoindre le cours d'eau « La Chiers » via une conduite gérée par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de Longwy.
Des analyses annuelles de ces effluents seront réalisées, conformément à l'article 9.2.2 du projet d'arrêté ci-joint.
5. L'exploitant s'est engagé à mettre en place un système de captage et de filtration des fumées issues des activités d'oxycoupage.
L'exploitant devra procéder à une analyse annuelle de ces rejets, conformément à l'article 9.2.1 du projet d'arrêté ci-joint.
6. Compte tenu de la topographie des lieux, le site de SG Démolition est implanté en contrebas du projet de crématorium de la ville de LEXY.

4. Les conclusions du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable.

III – Analyse de l'inspection des installations classées

Compte tenu des éléments d'appréciation figurant au dossier, l'impact des installations sur leur environnement et dans des conditions normales de fonctionnement restera limité.

L'étude des risques sanitaires conclut que dans des conditions normales de fonctionnement aucun risque sanitaire lié à l'activité du site ne sera à craindre.

Notons toutefois que le projet d'arrêté préfectoral ci-joint prévoit d'imposer à l'exploitant :

- de réaliser, dans un délai de 6 mois suivant le début d'exploitation, des mesures de ses rejets atmosphériques. Ces mesures seront ensuite à reconduire annuellement,
- le contrôle annuel des rejets aqueux,
- la vérification des niveaux sonores générés par les installations dans les 6 mois suivant leur mise en fonctionnement, puis tri-annuellement.

Considérant les mesures de prévention et de protection prévues dans l'étude de dangers figurant au dossier qui sont satisfaisantes, les risques pouvant être engendrés par les activités projetées sur le site, à savoir l'incendie et l'explosion de la cuve de fioul, de la cuve d'oxygène ou d'une bouteille de propane sont très réduits.

Au vu du contexte hydrogéologique local, le site se situe hors zone sensible et compte tenu des mesures de prévention et de protection prévues dans le dossier (dalle étanche, rétention, etc.) les risques de pollution des eaux et des sols seront très réduits.

IV – Proposition de l'inspection

L'inspection des installations classées propose au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) d'émettre un avis favorable à la demande du pétitionnaire sous réserve de se conformer aux prescriptions prévues dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

VUS ET CONSIDERANTS

LE PRÉFET du département de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de l'environnement

Vu la nomenclature des installations classées

Vu la demande présentée le 8 février 2007, complétée le 18 mai 2007 et le 17 juillet 2007 par la Société SG Démolition, dont le siège social est situé à RÉHON, 6 rue Jean Feuillette, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de démolition de structures métalliques, de récupération de métaux ferreux et non ferreux, de recyclage, compactage et tri de la fonte sur le territoire de la commune de LEXY

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 octobre 2007 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de un mois, du 29 octobre au 29 novembre 2007 inclus sur le territoire de la commune de LEXY

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public

Vu la publication en date du 9 et du 10 octobre 2007 de cet avis dans deux journaux locaux

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de LEXY, RÉHON et CUTRY

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés

Vu le rapport et les propositions en date du 30 mai 2008 de l'inspection des installations classées

Vu l'avis en date du du CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu)

Vu le projet d'arrêté porté le à la connaissance du demandeur

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par en date du

CONSIDÉRANT la modification du règlement du PLU de la commune de LEXY en date du 11 février 2008, permettant ainsi à la société SG DÉMOLITION d'exercer ses activités sur le site prévu dans de dossier de demande d'autorisation,

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société SG Démolition dont le siège social est situé à RÉHON est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de LEXY et RÉHON, au lieu dit « Le Pôle Nord », des installations de démolition de structures métalliques, de récupération de métaux ferreux et non ferreux, de recyclage, compactage et tri de la fonte et de négoce de tous matériaux.

Le tonnage annuel maximum de ferrailles traitées sur le site est de 20 000 tonnes.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
286	Métaux (stockage et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal etc.	Stockage	4 500 m ²	A
1220-3	Oxygène (emploi et stockage de l')	Emploi et stockage	3,5 t	D
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoir manufacturé de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockage réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.	Stockage de propane	420 kg	NC
2920	Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa.	Compresseur	15 kW	NC

A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles suivantes:

Communes	Parcelles
LEXY RÉHON	ZC 150 AN 124

ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

Le site est autorisé uniquement pour les activités liées à la démolition de structures métalliques (découpe, stockage, tri de matériaux métalliques).

Les activités de traitement et de valorisation de déchets industriels issus d'installations classées pour la protection de l'environnement (tels que les déchets de fonte, crasses,...), ainsi que les activités liées à la récupération et au traitement des véhicules hors d'usages ne sont pas autorisés au titre du présent arrêté.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.5.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.5.2. MISE A JOUR DE L'ETUDE DE DANGERS

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme

extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITE

Conformément aux dispositions des articles R. 512-74 et suivants du code de l'environnement, l'exploitant doit notifier au préfet, au moins trois mois avant, la date de l'arrêt définitif d'une installation classée.

Sans préjudice des dispositions des articles R.512-74 et suivants susvisés, la réhabilitation du site prévue à l'article R.512-76 du code de l'environnement est effectuée en vue de permettre un usage industriel.

CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code du patrimoine et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie...) doit être signalée immédiatement au service régional de l'archéologie de Lorraine, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Mairie et de la Préfecture, en application de l'article L 531-14 du Code du Patrimoine. Les vestiges découverts ne doivent pas être détruits.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire

TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tel que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1 PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant veillera à maintenir une rangée d'arbres ou une haie afin de masquer les installations des tiers.

ARTICLE 2.3.2. ESTHETIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Le site étant situé en limite du périmètre de protection éloigné du captage d'eau destiné à la consommation humaine de la mine de RÉHON qui alimente la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy, tout déversement accidentel devra donc être signalé en préfecture pour permettre de prendre les mesures nécessaires à la sécurisation de l'alimentation en eau potable de la collectivité.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

- les résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques définie à l'article 9.2.1,
- le résultat de l'autosurveillance des eaux résiduaires définie à l'article 9.2.2,
- la déclaration annuelle de production de déchets définie à l'article 9.2.3,
- les résultats des mesures acoustiques définis à l'article 9.2.4.

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le

traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en sera informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3 ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.4 VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, *sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).*

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

Les installations de découpage des métaux sont surmontées d'une hotte permettant de capter les fumées issues des opérations d'oxycoupage. Les rejets atmosphériques transitent ensuite par un système de filtration avant rejet à l'atmosphère.

ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations d'oxycoupage doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

	Concentrations instantanées (en mg/Nm ³)
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	3%
Poussières	100
Métaux totaux (en Cr + Fe + Al)	5

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle
Réseau public	90 m ³

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les eaux pluviales de toitures, les eaux pluviales de ruissellement des voies de circulation et les eaux pluviales issues de la surface de stockage sont collectées et transitent par un séparateur à hydrocarbure avant le rejet au milieu naturel.

L'exploitation ne génère pas d'eaux industrielles.

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux sanitaires,
- les eaux pluviales.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°
Nature des effluents	Eaux pluviales de toiture et de surfaces imperméabilisées
Exutoire du rejet	Bassin de confinement de 300 m ³
Traitement avant rejet	Déshuileur
Milieu naturel (via le réseau d'eaux usées communal unitaire)	La Chiers

Les rejets en eaux sanitaires transiteront par une fosse sceptique avant d'être évacués par le sol par l'intermédiaire de tuyaux d'épandage placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 4.3.6.2. Aménagement

4.3.6.2.1. Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.2.2. Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.3.7 CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : inférieure à 30°C

- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l

ARTICLE 4.3.8 GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.9 VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES APRES EPURATION

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5).

Paramètres	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)
Matières en suspension totales (MEST)	35
Demande chimique en oxygène (DCO)	35
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	30
Hydrocarbures totaux	5
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5

ARTICLE 4.3.10 EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

TITRE 5 - DECHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques, conformément au titre IV du livre V du code de l'environnement.

En particulier, les déchets d'emballage doivent être au maximum valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie. Les huiles usagées doivent être éliminées dans des installations agréées, conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions d'élimination des huiles usagées. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les pneumatiques usagés doivent être remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

ARTICLE 5.1.3. DECHETS DANGEREUX

L'exploitant procède à minima une fois par an à la caractérisation des déchets dangereux générés par les procédés qu'il met en œuvre dans les installations visées par le présent arrêté.

Une nouvelle caractérisation est conduite dès qu'une modification des matières premières mises en œuvre, ou du procédé de fabrication qui génère le déchet dangereux, est susceptible d'avoir un impact sur les caractérisations de ce dernier.

Les résultats des essais de caractérisation des déchets dangereux réalisés en application du présent article sont consignés dans une fiche d'identification tenue à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.4. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 5.1.5. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L 511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.6. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

ARTICLE 5.1.7. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du titre IV du livre V du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.8. EMBALLAGES INDUSTRIELS

1. Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions de l'article R 543.66 du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Les installations fonctionnant de 8h00 à 18h00, du lundi au vendredi, le niveau limite de bruit et la valeur limite d'émergence sont fixés uniquement pour la période de jour.

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. En particulier, tout stationnement de véhicules à moins de dix mètres du stockage de l'oxygène et du stockage du propane est proscrit.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Article 7.3.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

Un gardiennage est assuré en dehors des heures d'ouverture.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

En dehors des heures de fonctionnement, il convient de prévoir un système d'ouverture simple du portail d'accès principal (ex. Chaîne et cadenas) destiné à l'usage des secours publics.

Article 7.3.1.2. Caractéristiques minimales des voies

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

ARTICLE 7.3.2. BATIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Le portail d'accès principal étant fermé en dehors des heures de fonctionnement, ce dernier est équipé d'un système d'ouverture simple (chaîne et cadenas) destiné à faciliter l'accès des secours publics.

ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

ARTICLE 7.3.4. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 ; en particulier la cuve de fioul, la cuve d'oxygène et le stockage de propane.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié selon la fréquence définie par la norme française C17-100 ou toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

CHAPITRE 7.4 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.4.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

ARTICLE 7.4.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole

de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.4.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.4.4. RESERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

ARTICLE 7.4.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.4.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.4.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

ARTICLE 7.4.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.5 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.5.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

ARTICLE 7.5.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un poteau incendie normalisé de 100, d'un débit minimum de 30 m³/h sous 1 bar de pression, situé à 150 m au plus du risque le plus éloigné à défendre par voie carrossable et conforme à la norme NFS 61 213 et 62 200 ou, à défaut d'une réserve incendie d'une capacité minimale de 60 m³, implantée au plus à 400 mètres du risque le plus éloigné à défendre et disposant d'une plate-forme d'aspiration de 32 m² (8 x 4 mètres). Elle devra être signalée conformément à la norme NF S 61 221 ;
- un extincteur à poudre de 9 kg et un extincteur à eau pulvérisée de 9 kg à proximité de la cuve à oxygène ;
- deux extincteurs à poudre de 9 kg à proximité du stockage du propane ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Tous les moyens de lutte

ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.5.5. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Un plan de situation est positionné sur chaque bâtiment, à proximité des lieux de passage, permettant de visualiser le(s) dispositif(s) de coupure des énergies.

Les accès doivent être maintenu libres en toutes circonstances.

ARTICLE 7.5.6. BASSIN DE CONFINEMENT

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 120 m³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange pourra suivre les principes imposés par le chapitre 4.3 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Les réseaux d'eaux pluviales sont équipés d'un dispositif de disconnexion permettant d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AU DEPOT D'OXYGENE

CHAPITRE 8.1 IMPLANTATION - AMENAGEMENT

ARTICLE 8.1.1. REGLES D'IMPLANTATION

La cuve d'oxygène est implantée à une distance d'au moins 5 mètres des limites de propriété.

Tout stationnement de véhicules est interdit à moins de 10 mètres du stockage d'oxygène.

ARTICLE 8.1.2. ACCESSIBILITE

L'aire de stockage doit être accessibles, sur une face au moins, pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Une clôture comportant au moins une porte s'ouvrant vers l'extérieur, construite en matériaux incombustibles, totalement ou partiellement grillagée, d'une hauteur minimale de 1,75 mètre doit délimiter l'aire de stockage de la cuve d'oxygène liquide.

ARTICLE 8.1.3. MISE A LA TERRE DES EQUIPEMENTS

Les équipements métalliques fixes (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

ARTICLE 8.1.4. RETENTION DES AIRES ET LOCAUX DE TRAVAIL

Le sol de l'aire où se trouvent la cuve d'oxygène liquide et les aires de remplissage et/ou de dépotage des véhicules d'oxygène liquide doit être étanche, incombustible, non poreux et réalisé en matériaux inertes vis à vis de l'oxygène.

ARTICLE 8.1.5. CUVETTES DE RETENTION

La disposition du sol doit s'opposer à tout épanchement éventuel d'oxygène liquide dans les zones où il présenterait un danger.

Les points particuliers où la présence d'oxygène liquide serait source de danger ou d'aggravation de danger (ouvertures de caves, fosses, trous d'homme, passages de câbles électriques en sol, caniveaux, regards...) doivent être éloignés de 5 mètres au moins des limites de l'installation.

CHAPITRE 8.2. REGISTRE ENTREE/SORTIE

La quantité d'oxygène présente dans l'installation doit pouvoir être estimée à tout moment à l'intention de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours

CHAPITRE 8.3. INTERDICTION DES FEUX

Il est interdit de fumer et de provoquer ou d'apporter à l'intérieur de l'installation du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de travail".

Cette interdiction doit être affichée en limite de l'installation en caractères apparents.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTOSURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Les mesures portent sur les rejets issus des installations d'oxycoupage.

Paramètre	Fréquence	Norme de mesure
Poussières	Annuelle	NFX 44 052
Métaux (Cr + Fe + Al)	Annuelle	/

Les prélèvements devront être réalisés dans des conditions normales d'exploitation.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leurs réalisations avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

ARTICLE 9.2.2. AUTOSURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES

Les prélèvements devront être réalisés dans des conditions normales d'exploitation.

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Rejet N°1 :

2. Paramètres	Fréquence	Norme de mesure
Matières en suspension totales (MEST)	Annuelle	NF EN 872
Demande chimique en oxygène (DCO)	Annuelle	NF T 90 101
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	Annuelle	NF T 90 103
Hydrocarbures totaux	Annuelle	NF T 90 114
Fer	Annuelle	NF T 90 117 et NF T 90 112 ISO 11 885
Aluminium	Annuelle	/

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leurs réalisations avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

L'exploitant est tenu d'effectuer chaque année une déclaration à l'inspection des installations classées selon le modèle suivant :

- nom de l'exploitant,
- adresse du siège social,
- nom de l'installation,
- nom du propriétaire de l'installation,
- adresse du site de l'installation,
- année concernée par la déclaration.

Tous les déchets produits par l'installation doivent figurer dans le tableau suivant :

Désignation du déchet	Code déchet(*)	Quantité (en tonnes)	Transporteur	Éliminateur (nom et adresse)	Mode de traitement

(*) Selon la codification de l'annexe II de l'article R 541-8 du Code de l'environnement

Cette déclaration sera réalisée avant le 1^{er} avril de l'année en cours pour ce qui concerne les déchets de l'année précédente et transmise sans délais à l'inspection des installations classées.

Les justificatifs d'élimination doivent être conservés pendant cinq ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.2.4. CONTRÔLE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan du dossier de demande d'autorisation, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

Ces mesures devront être réalisées dans des conditions normales d'exploitation.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 9.3.2. TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2. sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.